



Déclaration FSU CTPD 28/01/2011

Le gouvernement poursuit sa politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et la répartition des suppressions pèse aveuglément sur l'Éducation Nationale dont le budget 2011 prévoit la perte de 16000 postes à la rentrée prochaine.

Pour notre département, ce sont l'équivalent de 56 postes qui disparaîtront.

Globalement dans le second degré, 1750 ETP postes auront été supprimés en 10 ans. Quelle entreprise peut présenter un tel bilan ? Les effectifs ont baissé de 9% et les postes de 15%. Les actionnaires recevront certainement une bonne prime pour cet excellent « plan social » !

Au collège, les prévisions sont de 111 élèves en plus à la rentrée prochaine dans le département. Qu'à cela ne tienne, on retirera 138 heures postes soit l'équivalent de 8 postes, et, pour « compenser », on demandera aux collègues d'accepter 90 heures supplémentaires.

Si des progrès (réels ou contraints ...) ont été réalisés ces dernières années dans l'accès des jeunes icaunais en 2nde générale et technologique, il n'en demeure pas moins que l'Yonne a le plus mauvais taux d'accès au bac (56% contre 66% au niveau académique).

Et on va aligner de nouveau ses taux H/E sur la Côte d'Or. La population est identique, c'est bien connu !

- PCS défavorisé en collège à cette rentrée 43% dans l'Yonne et 34% en Côte d'Or ...
- Taux de chômage : 9,2% dans l'Yonne, 7,5% en Côte d'Or.
- Salaire moyen : 1800 € dans l'Yonne, 2000 € en Côte d'Or.

Certains collèges seront touchés plus que d'autres mais, globalement, cela va se traduire par une hausse des effectifs par classe.

Alors, puisque la situation est déjà très tendue dans les collèges, puisque c'est le lieu où se cristallisent les difficultés, la chasse aux heures est ouverte : là ce sont les heures de chorales que l'on va essayer de récupérer, ailleurs ce seront les heures de laboratoire, de cabinet, de décharges horaires pour les TICE, des dédoublements ou des heures d'aides qui vont disparaître, etc....

A ce rythme-là, le collège ne va tenir longtemps, d'autant que l'on ne cesse de demander aux collègues de s'inscrire dans de nouveaux dispositifs sans connaître les évaluations nationales : cette année, c'est, par exemple, « l'usine à cases » du livret de compétence qu'il faudrait renseigner. A ajouter aux ASSR, B2I, PDMF, entretiens individuels d'orientation, PPRE, histoire des arts, aux problèmes de disciplines dans les classes, aux relations qui se tendent dans les établissements.

Un collège de plus en plus difficile, au bord de l'explosion qui laisse les collègues au mieux désemparés au pire abattus. Voilà le bilan de la politique éducative menée depuis plusieurs années.

Aux difficultés des enseignants pour faire leur métier, comment peut-on accepter que des principaux de collège (comme celui d'Ancy le Franc par exemple) alors que le département est en vigilance orange, que les transports scolaires ne roulent pas, que les routes sont dangereuses, fassent du zèle pour faire venir au collège des collègues habitant à plusieurs dizaines de kilomètres et en mettant ainsi leur vie en danger, pour trouver sur place 4 élèves pris en charge par les enseignants qui habitent la ville ! Monsieur l'IA, peut-on faire passer un message de bon sens sur cette question là aux personnels concernés ! Et que ce genre petitesses, d'autoritarisme ne grandit pas leurs auteurs.

Au lycée général et technologique, la réforme se poursuit ... Aujourd'hui, plus personne ne cache que cette réforme permet de supprimer massivement des postes, comme la FSU l'avait annoncé dès la publication des grilles horaires. Et après la voie générale, la réforme des STI/STL suit la même problématique : il ne s'agit pas de rénover une filière laissée à l'abandon pendant des années alors qu'elle a permis une véritable démocratisation de l'enseignement en faisant accéder à des études post-bac des élèves de niveau généralement moyen mais bien de permettre surtout des suppressions de postes.

Au total, pour 73 élèves en plus, ce sont l'équivalent de 21 postes qui vont disparaître dans les lycées généraux et technologiques !

Rappelons encore une fois les paroles du Président de la République à St Lo l'an dernier. Je cite : "Aucun tabou si ce n'est, je l'annonce, que l'on fera cette réforme (du lycée) sans enlever un centime et sans supprimer un poste au niveau du lycée !!!". Sans commentaire ...

Et là aussi, la chasse aux heures est ouverte : heures de laboratoire, de premières chaires, tentatives de majoration de service pour groupes à effectifs réduits au mépris du décret de 50 que certains semblent trouver bien vieux et donc plus applicable...

Faut-il rappeler que le dernier ministre qui a voulu les changer est retourné dans sa bonne ville d'Amiens, désavoué par l'actuel Président de la République.

Que si les textes qui datent de plus de 60 ans ne doivent plus être appliqués, il va falloir faire un gros ménage dans nos lois en commençant par réviser la constitution française qui renvoie par exemple à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 !

Alors, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, non, nous ne partagerons pas votre optimisme sur la rentrée prochaine. Ce sera un pas de plus vers la dégradation du système éducatif. Année après année, l'administration utilise ses têtes pensantes, qui – il faut bien le reconnaître – font preuve d'une imagination débordante, au service de la casse du système.

La FSU quant à elle continuera de dénoncer cette politique éducative, elle vient de le faire dans les manifestations du 22 janvier, elle appellera à une journée nationale de grève le 10 février et à une manifestation nationale en mars. Pour nous, pas question de renoncer.